

27 MARS 2024

**L'ADMINISTRATEUR DES ZONES ECONOMIQUES SPECIALES**

- VU la Constitution ;
- VU la loi n°2007-13 du 19 février 2007 autorisant la création d'une société anonyme à participation publique majoritaire dénommée APIX SA, modifiée par la loi n°2007-33 du 31 décembre 2007 ;
- VU la loi 2017-06 du 06 janvier 2017 portant sur les Zones économiques spéciales (ZES) ;
- VU la loi 2017-07 du 06 janvier 2017 portant dispositif d'incitations applicables dans les Zones économiques spéciales (ZES) ;
- VU le décret n°2007-1591 du 31 décembre 2007 portant application de la loi n°2007-13 du 19 février 2007 autorisant la création d'une société anonyme à participation publique majoritaire dénommée APIX SA, complété par le décret n°2011-111 du 24 janvier 2011 ;
- VU le décret n°2017 - 534 du 13 avril 2017 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité paritaire public privé ;
- VU le décret 2017 - 535 du 13 avril 2017 portant application de la loi 2017-06 du 06 janvier 2017 portant sur les Zones économiques spéciales ;
- VU le décret 2017 - 1174 du 02 juin 2017 portant application de la loi 2017-07 du 06 janvier 2017 portant dispositif applicable dans les Zones économiques spéciales ;
- VU le décret n°2017-2189 du 22 novembre 2017 portant admission de la zone industrielle de Sandiara au régime des Zones économiques spéciales (ZES) ;
- VU le Procès-Verbal de la session du 07 octobre 2022 du Conseil d'Administration de la société anonyme APIX SA portant nomination du Directeur Général d'APIX SA ;
- VU le règlement d'application n°01-2022 du 14 octobre 2022 de la loi 2017-06 du 06 janvier 2017 portant sur les Zones Economiques Spéciales, relatif aux modalités d'application et d'émission des autorisations d'installation et des agréments délivrés dans les Zones Economiques Spéciales ;
- VU l'avis favorable du comité d'agrément de l'administration des Zones économiques spéciales /société APIX SA, réuni le 17 décembre 2019 ;

Sur rapport de l'Administrateur délégué des Zones économiques spéciales.

**--DECIDE--**

**Article premier :** La société « KITAMBAA SAS » est autorisée à s'installer dans la Zone Economique Spéciale de Sandiara, dans le cadre de ses activités de confection et formation à la confection de serviettes hygiéniques lavables.

**Article 2:** La société « KITAMBAA SAS » est tenue :

- de réaliser au moins 50% de son chiffre d'affaires à l'exportation ;
- de créer au moins cinq (5) emplois directs pour cent (100) m<sup>2</sup> de bâtiment industriel occupé dès la première année d'exercice ;

- de réaliser un investissement de cinq cent millions (500 000 000) de Francs CFA au moins.

**Article 3:** La société « **KITAMBAA SAS** » est soumise aux obligations ci-après :

- détenir, conformément aux procédures établies, les permis d'occupation et de construction, les certificats d'achèvement de construction et tout autre document requis;
- respecter les délais et engagements souscrits auprès du Promoteur/développeur et d'APIX S.A ;
- prévoir des mécanismes de renforcement des capacités des employés ;
- s'acquitter auprès d'APIX S.A et du Promoteur/développeur, des redevances, des loyers, des frais liés à l'installation et aux services fournis, et tout autre revenu exigibles, sauf dérogation prévue par la réglementation en vigueur dans les ZES ;
- conserver tous les états financiers et autres livres, archives et registres comptables de l'entreprise, conformément à la réglementation comptable applicable ;
- soumettre à APIX S.A., dans un délai n'excédant pas quatre (04) mois après la clôture annuelle des comptes, un rapport annuel qui fournit, notamment, les informations suivantes :
  - la liste des investissements réalisés ou entrepris au cours de l'exercice écoulé et ceux prévus pour l'exercice suivant, incluant tout projet d'extension envisagé ;
  - l'état d'exécution des engagements souscrits ;
  - le volume des importations, des exportations, et des ventes et dans le territoire douanier national ;
- se conformer à toute autre obligation légale sauf dérogation prévue par la réglementation en vigueur dans les ZES.

**Article 4:** Toute violation de l'une des obligations énumérées à l'article 3 de la présente décision sera sanctionnée conformément à l'article 26 du décret n°2017-535 du 13 avril 2017 portant application de la loi 2017-06 du 06 janvier 2017 portant sur les Zones économiques spéciales.

**Article 5 :** La présente décision abroge et remplace la décision n°38 du 26 février 2021 portant autorisation d'installation de la société « **KITAMBAA SAS** » au sein de la Zone Economique de Sandiara.

Par conséquent, la portée de cette présente décision a un effet rétroactif à compter du 26 février 2021.

**Article 6:** La présente Décision sera publiée sur le portail électronique d' APIX SA ainsi que par tout autre moyen garantissant la bonne information des tiers intéressés.

#### **Ampliation :**

- Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (cab)
- DGID
- DGD
- Mairie de la Commune de Sandiara
- KITAMBAA SAS



**Dr Abdoulaye BALDE**